

public. Là, les chefs en sont réduits à se boucher les yeux et les oreilles pour ne rien voir et ne rien entendre du tumulte qui présage une révolution. Ces instituteurs flagornés depuis vingt-cinq ans et chargés d'assurer la paix des esprits sont emportés par un fougueux élan d'indiscipline et de révolte. Ils échappent à la direction qui devait les gouverner. Ils entendent exercer le gouvernement eux aussi. Ils déblatèrent comme des agitateurs professionnels.

Que devient la moralité générale ? Elle ne connaît plus de règle et n'en veut plus connaître. Cherchez un libre-penseur ayant conservé assez d'élévation et de simple raison pour admettre une autorité au-dessus des hommes. Celui-là est devenu presque introuvable. Même quand il sent la peur le pénétrer, même quand il cède au besoin de se plaindre et de gémir, il avoue ne pas savoir quel appui serait nécessaire. Les hommes sont les maîtres, évidemment. Et, lorsque la folie les travaille, il n'y a plus de ressource.

On vole, on pille, on tue, énormément. La situation est fâcheuse, à coup sûr ; mais comment y remédier ? Rousseau déclare que « le peuple n'a pas besoin d'avoir raison pour valider ses actes ». En effet, liberté, justice, morale, tout cela dépend d'un vote. Pas moyen d'annuler un vote, sous prétexte d'iniquité ni même d'absurdité. Songez-y donc : il faudrait invoquer un droit supérieur au scrutin ! Ce serait reconnaître le *Syllabus*, qui dit (proposition LX) que « l'autorité est autre chose que la force du nombre et des forces matérielles ». Vous imaginez-vous le gouvernement et l'opinion publique donnant raison au *Syllabus* !

MM. Briand et Clemenceau voudraient rétablir l'ordre. Voilà un fier désir. Ils essaient, ils échouent, ils s'étonnent ; et on les voit qui se regardent surpris ; et l'on devine qu'ils se disent l'un à l'autre et que chacun se dit en soi-même : « Au fait, comment est-ce que nous devrions nous y prendre pour rétablir l'ordre, nous qui représentons l'esprit d'insurrection ? »

Comme Louis Veillot l'écrivait en parlant de quelques-uns de leurs prédécesseurs, ils sont « empêtrés d'un vice d'origine ». Au début de son existence ministérielle, M. Clemenceau s'avisait de notifier une découverte : c'était que la police est nécessaire. Mais la police n'est pas plus que les autres pouvoirs